

CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE
SESSION d'avril 2015
Déclaration de politique générale,
Marie-Pierre Rouger, groupe Bretagne Écologie

Monsieur le Président, chers collègues,

Depuis notre dernière session, notre pays, nos territoires ont vécu les élections départementales dans le cadre d'une décentralisation loin d'une véritable régionalisation que nous appelions et que nous continuerons à appeler de nos vœux.

Le gauche bretonne a perdu un département emblématique mais elle reste majoritaire dans la Bretagne historique. Aucun élu d'extrême droite ne siègera dans un département breton. Ajoutons à cette bonne nouvelle celle de voir le département du Finistère présidée par une femme.. . Une parmi les dix en France qui vont diriger une assemblée départementale. La parité a fait un petit pas en avant , mais de grands pas restent encore à accomplir pour une réelle égalité à tous les niveaux de responsabilité institutionnelle. .

Pour rassurer et répondre aux attentes des citoyens exprimées à l'occasion de ce dernier scrutin, il nous faut construire et faire progresser ce qui nous rassemble à savoir un engagement déterminé pour apporter des solutions durables aux questions essentielles que sont les enjeux des inégalités sociales, de l'emploi, du climat, de la transition énergétique. C'est le plus sûr moyen de lutter contre l'abstention désabusée de ceux pour qui l'austérité ne saurait être une fatalité.

Outre ce temps marquant de la démocratie que sont les élections, l'actualité a continué à être ponctuée par des événements douloureux et traumatisants. A Tunis, le 18 mars, le musée du Bardo a été victime d'une attaque meurtrière. Cette fois, c'est un symbole de la culture, de l'histoire, de l'éducation, de l'ouverture au monde qui a été visé.

Dans ces conditions, la décision des responsables du Forum Social Mondial de maintenir, à Tunis l'organisation des rencontres prévues de longue date constitue la meilleure réponse des forces de paix et de démocratie qui agissent pour que le monde devienne plus juste, plus humain, plus solidaire, plus libre.

Pour cela, il est impérieux et urgent que les droits humains les plus fondamentaux soient respectés. Au premier rang desquels la question de l'accès à l'alimentation, à l'origine de tensions majeures. Or nous savons que les politiques agricoles et alimentaires de nos gouvernements décident du sort quotidien de milliers de personnes dans certaines régions du monde. Pouvons-nous laisser le marché guider les choix de l'organisation et de la production de biens alimentaires. L'appât du gain, à n'importe quel prix, ne fait pas bon ménage avec l'humanisme qui nous anime.

Une nouvelle inquiétude se profile dans le domaine alimentaire avec la suppression des quotas laitiers. Cette question nous intéresse évidemment de très près en Bretagne.

Les quotas laitiers européens avaient été mis en place en 1984 pour maîtriser les excédents.

Alors que les producteurs européens sont en situation de surproduction et sont rémunérés au plus bas, voire parfois en-dessous les coûts de production, la fin des quotas va aggraver la situation et renforcer l'exportation notamment vers les pays asiatiques. La Bretagne aurait vocation à nourrir le monde puisque les pays émergents seraient dans l'incapacité d'assurer leur sécurité alimentaire, peut-on lire dans la presse spécialisée et dans de nombreux discours politiques approximatifs. Or, nous savons tous ici que cette vocation, qui a pu avoir quelques fondements, il y a quelques décennies, ne peut être défendue aujourd'hui avec des arguments sérieux. Nos sols, notre eau, l'air même ne peuvent supporter une telle augmentation de charge et de volumes. L'absence de durabilité du système n'est pourtant plus à démontrer. N'oublions pas que l'agriculture Bretonne a déjà besoin de l'équivalent de sa surface agricole pour cultiver les protéines nécessaires à nourrir les animaux de nos élevages. Alors même que les agriculteurs de ces pays pourrait gagner leur autonomie alimentaire grâce à l'agroécologie attentive et de précision.

Chez nous, la fin des quotas laitiers signifie la disparition programmée de tous les petits exploitants laitiers qui n'auront pas « les reins » assez solide pour faire face à la chute des prix du lait.

Nous sommes bien face à un choix entre deux visions politiques : laisser la guerre des prix sur le marché mondial sans se soucier des pertes humaines ou favoriser une gestion dynamique des marchés à l'échelle européenne et l'installation d'exploitations à l'échelle des territoires.

Et je me réjouis par exemple des résultats des efforts engagés par la région Basse-Normandie et la région Bretagne pour préserver l'outil de travail des abattoirs AIM. L'organisation en SCOP pour le site normand, alliée au soutien financier de l'État et des collectivités pour les deux sites concernés, a permis de préserver un outil de proximité, des filières de qualité et des exploitations familiales. Un véritable choix d'avenir.

Car l'enjeu aujourd'hui, pour faire face également au dérèglement climatique, est de réussir la transition écologique des territoires et donc de préserver l'activité au plus près des bassins de vie.

Je vous remercie